

# SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 936)

## DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 22 febbraio 1973  
(V. Stampato n. 1136)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri  
(MEDICI)**

**di concerto col Ministro della Pubblica Istruzione  
(SCALFARO)**

**col Ministro dell'Interno  
(RUMOR)**

**e col Ministro delle Finanze  
(Valsecchi)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 1° marzo 1973*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea per la  
protezione del patrimonio archeologico, firmata a Londra  
il 6 maggio 1969**

### DISEGNO DI LEGGE

#### Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico, firmata a Londra il 6 maggio 1969.

#### Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 della Convenzione stessa.

ALLEGATO

## CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 5;

Affirmant que le patrimoine archéologique est un élément essentiel pour la connaissance du passé des civilisations;

Reconnaissant que la responsabilité morale de la protection du patrimoine archéologique européen, source de l'histoire européenne la plus ancienne, gravement menacé de destruction tout en concernant au premier chef l'Etat intéressé, incombe à l'ensemble des Etats européens;

Considérant que le point de départ de cette protection devrait être l'application des méthodes scientifiques les plus rigoureuses aux recherches ou découvertes archéologiques en vue de préserver leur pleine signification historique et que toute fouille clandestine en tant que cause de destruction irrémédiable d'informations scientifiques doit être en conséquence rendue impossible;

Considérant que la garantie scientifique ainsi donnée aux biens archéologiques:

- (a) répondrait aux intérêts des collections notamment publiques, et
- (b) contribuerait à un nécessaire assainissement du marché des objets provenant des fouilles;

Considérant qu'il y a lieu d'interdire les fouilles clandestines et d'instituer un contrôle de caractère scientifique des biens archéologiques ainsi que d'œuvrer par voie éducative à donner aux fouilles archéologiques toute leur signification scientifique,

Sont convenus ce qui suit:

### ARTICLE 1.

Aux fins de la présente Convention, sont considérés biens archéologiques les vestiges, et les objets ou toutes autres traces de manifestations humaines, constituant un témoignage d'époques et de civilisations dont la principale ou une des principales sources d'information scientifique est assurée par des fouilles ou par des découvertes.

## ARTICLE 2.

Afin d'assurer la protection des gisements et ensembles recelant des biens archéologiques, chaque Partie Contractante s'engage à prendre, dans la mesure du possible, les dispositions nécessaires en vue de:

- (a) délimiter et protéger les sites et ensembles d'intérêt archéologique;
- (b) constituer des zones de réserve pour la conservation de témoignages matériels à fouiller par des générations futures d'archéologues.

## ARTICLE 3.

Pour garder aux fouilles archéologiques dans les sites, ensembles et zones désignés conformément à l'article 2 de la présente Convention toute leur signification scientifique, chaque Partie Contractante s'engage, dans la mesure du possible, à:

- (a) interdire et réprimer les fouilles clandestines;
- (b) prendre toutes mesures utiles afin que l'exécution de fouilles archéologiques ne soit confiée qu'à des personnes qualifiées et après autorisation spéciale;
- (c) assurer le contrôle et la conservation des résultats obtenus.

## ARTICLE 4.

1. Chaque Partie Contractante s'engage, pour faciliter l'étude et la diffusion de la connaissance des découvertes de biens archéologiques, à adopter toutes dispositions pratiques possibles en vue de la publication scientifique des résultats des fouilles et des découvertes, laquelle doit être rapide et intégrale.

2. En outre, chaque Partie Contractante étudiera les moyens de:

- (a) recenser les biens archéologiques nationaux publics et, si possible, privés;
- (b) réaliser un catalogue scientifique des biens archéologiques nationaux publics et, si possible, privés.

## ARTICLE 5.

Eu égard aux objectifs scientifiques, culturels et éducatifs de la présente Convention, chaque Partie Contractante s'engage à:

- (a) faciliter la circulation des biens archéologiques pour des buts scientifiques, culturels et éducatifs;
- (b) favoriser les échanges d'information sur
  - (i) les biens archéologiques
  - (ii) les fouilles licites et illicitesentre institutions scientifiques, musées et services nationaux compétents;
- (c) mettre tout en oeuvre pour porter à la connaissance des instances compétentes de l'Etat d'origine, Partie Contractante à cette Convention, toute offre suspecte de provenance de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles et toutes précisions nécessaires à son sujet;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- (d) entreprendre une action éducative en vue d'éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur des biens archéologiques pour la connaissance du passé des civilisations et du péril que représentent pour ce patrimoine les fouilles incontrôlées.

## ARTICLE 6.

1. Chaque Partie Contractante s'engage à prendre, suivant les besoins, les mesures de collaboration les plus opportunes, afin que la circulation internationale des biens archéologiques ne porte atteinte en aucune manière à l'action de protection des éléments culturels et scientifiques liés à ces biens.
2. Chaque Partie Contractante s'engage, plus spécialement:
  - (a) en ce qui concerne les musées et les autres institutions similaires dont la politique d'achats est soumise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures nécessaires afin que ceux-ci n'acquièrent pas des biens archéologiques suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles;
  - (b) pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie Contractante, mais dont la politique d'achats n'est pas soumise au contrôle de l'Etat:
    - (i) à leur transmettre le texte de la présente Convention, et
    - (ii) n'épargner aucun effort pour obtenir l'adhésion desdits musées et institutions aux principes exprimés au paragraphe précédent;
  - (c) à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des biens archéologiques suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles.

## ARTICLE 7.

En vue d'assurer l'application du principe de coopération pour la protection du patrimoine archéologique qui est à la base de la présente Convention, chaque Partie Contractante, dans le cadre des engagements pris aux termes de la présente Convention, s'engage à prendre en considération tout problème portant sur des données d'identification et d'authentification soulevé par une autre Partie Contractante et à coopérer activement dans les limites de sa législation nationale.

## ARTICLE 8.

Les mesures prévues par la présente Convention ne peuvent pas constituer une limitation au commerce et à la propriété licites des objets archéologiques, ni affecter le régime juridique relatif à la transmission de ces objets.

## ARTICLE 9.

Chaque Partie Contractante notifiera en temps voulu au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures qu'elle aura pu prendre touchant l'application des dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE 10.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

## ARTICLE 11.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention:

(a) tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui est Partie Contractante à la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, pourra adhérer à la présente Convention;

(b) le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

## ARTICLE 12.

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat signataire, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, ainsi que tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, peut étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 13 de la présente Convention.

## ARTICLE 13.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

## ARTICLE 14.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- (a) toute signature;
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 10;
- (d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12;
- (e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 13 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 6 mai 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:*

PIERRE HARMEL

*Pour le Gouvernement de la République de Chypre:*

NICOS DIMITRIOU

*Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:*

POUL HARTLING

*Pour le Gouvernement de la République française:*

J. DE LIPKOWSKI

*Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:*

WILLY BRANDT

*Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:*

*Pour le Gouvernement de la République islandaise:*

HENRIK SV. BJÖRNSSON

*Pour le Gouvernement d'Irlande:*

*Pour le Gouvernement de la République italienne:*

MARIO ZAGARI

*Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:*

GASTON THORN

*Pour le Gouvernement de Malte:*

GEORGE BORG OLIVIER

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:*

TORSTEN NILSSON

*Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:*

W. SPÜHLER

*Pour le Gouvernement de la République turque:*

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande  
du Nord:*

FREDERICK MULLEY

**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

*NOTA BENE. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE EUROPEA  
PER LA PROTEZIONE DEL PATRIMONIO ARCHEOLOGICO  
FIRMATA A LONDRA IL 6 MAGGIO 1969****PREAMBOLO**

Gli Stati Membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi Membri allo scopo, in particolare, di salvaguardare e promuovere gli ideali ed i principi che costituiscono il loro comune patrimonio;

Vista la Convenzione culturale europea firmata a Parigi il 19 dicembre 1954 ed in particolare l'articolo 5 di essa;

Affermando che il patrimonio archeologico costituisce un elemento essenziale per la conoscenza della storia delle civiltà;

Riconoscendo che la responsabilità morale della protezione del patrimonio archeologico europeo, prima fonte della storia d'Europa, seriamente minacciato di distruzione, pur rientrando in primo luogo fra i doveri dello Stato interessato, incombe comunque sull'insieme degli Stati europei;

Considerando che il punto di partenza di tale protezione dovrebbe essere costituito dall'applicazione dei più rigorosi metodi scientifici nelle ricerche o scoperte archeologiche al fine di preservarne il pieno significato storico e di rendere impossibile qualsiasi scavo clandestino in quanto causa di distruzione irrimediabile di informazioni scientifiche;

Considerando che la protezione scientifica in tal modo garantita al patrimonio archeologico:

- a) offrirebbe protezione particolarmente alle collezioni pubbliche, e
- b) promuoverebbe la necessaria ed invocata riforma del mercato degli oggetti provenienti da scavi archeologici;

Considerando che è necessario vietare gli scavi clandestini ed istituire un controllo di carattere scientifico del patrimonio archeologico, come è del pari necessario cercare, mediante l'istruzione, di dare agli scavi archeologici il loro pieno significato scientifico,

Hanno convenuto quanto segue:

**ARTICOLO 1.**

Ai fini della presente Convenzione, sono considerati patrimonio archeologico le vestigia, gli oggetti e qualsiasi altra traccia di esistenza umana, costituenti una testimonianza di epoche e civiltà di cui la principale o una delle principali fonti d'informazione scientifica è costituita da scoperte o scavi archeologici.



## ARTICOLO 2.

Allo scopo di assicurare la protezione delle zone e dei residui archeologici, ogni Parte Contraente si impegna ad adottare, per quanto possibile, le misure necessarie a:

- a) delimitare e proteggere luoghi e zone di interesse archeologico;
- b) creare delle riserve per la conservazione delle testimonianze materiali oggetto di scavi delle future generazioni di archeologi.

## ARTICOLO 3.

Nell'intento di conservare agli scavi archeologici nei luoghi, nelle zone e nelle riserve di cui all'articolo 2 della presente Convenzione tutto il loro significato scientifico, ogni Parte Contraente si impegna, per quanto possibile, a:

- a) vietare e reprimere gli scavi clandestini;
- b) prendere le misure necessarie perché gli scavi archeologici vengano affidati unicamente a persone qualificate previa autorizzazione speciale;
- c) assicurare il controllo e la conservazione dei risultati ottenuti.

## ARTICOLO 4.

1. Ogni Parte Contraente si impegna, allo scopo di facilitare lo studio e la diffusione delle informazioni relative alle scoperte archeologiche, ad adottare tutte le misure pratiche possibili onde assicurare la più rapida e completa diffusione delle informazioni a mezzo di pubblicazioni scientifiche relative a scavi ed a scoperte.

2. Inoltre, ogni Parte Contraente studierà anche il mezzo per:

- a) recensire il patrimonio archeologico nazionale pubblico e, possibilmente, privato;
- b) redigere un catalogo scientifico del patrimonio archeologico nazionale pubblico e, possibilmente, privato.

## ARTICOLO 5.

Tenendo conto degli scopi scientifici, culturali ed educativi della presente Convenzione, ogni Parte Contraente si impegna a:

- a) facilitare la circolazione dei pezzi archeologici a scopo scientifico, culturale ed educativo;
- b) favorire gli scambi di informazioni:
  - (i) sul patrimonio archeologico;
  - (ii) sugli scavi legali ed illegali fra le istituzioni scientifiche, i musei ed i competenti servizi nazionali;
- c) fare tutto il necessario per portare a conoscenza delle Autorità competenti dello Stato d'origine, Parte Contraente alla presente Convenzione, ogni offerta di sospetta provenienza da scavi clandestini o da sottrazione da scavi ufficiali, unitamente a tutte le necessarie precisazioni al riguardo;
- d) intraprendere un'azione educativa al fine di risvegliare e sviluppare in seno all'opinione pubblica la coscienza del valore del pa-

trrimonio archeologico per la conoscenza della storia delle civiltà e del pericolo che gli scavi incontrollati rappresentano per tale patrimonio.

#### ARTICOLO 6.

1. Ogni Parte Contraente si impegna a cooperare, nel modo più appropriato, affinché la circolazione internazionale dei pezzi archeologici non pregiudichi in nessun modo la protezione dell'interesse culturale e scientifico legato a tali beni.

2. Ogni Parte Contraente si impegna, in particolare:

- a) per quanto riguarda i musei e le altre istituzioni affini la cui politica di acquisti è sottoposta al controllo dello Stato, ad adottare le misure necessarie onde evitare l'acquisto di pezzi archeologici sospetti, per un preciso motivo, di provenire da scavi clandestini o da sottrazione da scavi ufficiali;
- b) per i musei e le altre istituzioni affini situati sul territorio di una Parte Contraente, ma la cui politica di acquisti non sia sottoposta al controllo dello Stato:
  - (i) a trasmettere loro il testo della presente Convenzione, e
  - (ii) a non risparmiare alcuno sforzo per ottenere il rispetto da parte di detti musei ed istituzioni dei principi di cui al paragrafo precedente;
- c) a limitare, per quanto possibile, mediante l'istruzione, l'informazione, la vigilanza e la cooperazione, il movimento dei pezzi archeologici sospetti, per un preciso motivo, di provenire da scavi clandestini o da sottrazione da scavi ufficiali.

#### ARTICOLO 7.

Allo scopo di assicurare l'applicazione del principio di cooperazione per la protezione del patrimonio archeologico che è alla base della presente Convenzione, ogni Parte Contraente si impegna nel quadro degli obblighi assunti con la presente Convenzione, a prendere in considerazione ogni problema relativo alla identificazione o all'autenticazione sollevato da un'altra Parte Contraente ed a collaborare attivamente nei limiti permessi dalla propria legislazione nazionale.

#### ARTICOLO 8.

Le misure previste dalla presente Convenzione non possono costituire una limitazione al commercio ed alla proprietà legale di pezzi archeologici, né essere in contrasto con le norme giuridiche relative alla trasmissione di detti pezzi.

#### ARTICOLO 9.

Ogni Parte Contraente notificherà a tempo debito al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, le misure da essa adottate riguardanti l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione.

## ARTICOLO 10.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati Membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato firmatario che la ratifichi o l'accetti successivamente, tre mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

## ARTICOLO 11.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione:

a) ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa che sia Parte Contraente alla Convenzione culturale europea, firmata a Parigi il 19 dicembre 1954, potrà aderire alla presente Convenzione;

b) il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni altro Stato non membro ad aderire alla presente Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del deposito stesso.

## ARTICOLO 12.

1. Ogni Stato firmatario, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, od ogni Stato aderente, all'atto del deposito del proprio strumento di adesione, può designare il territorio o i territori ai quali verrà applicata la presente Convenzione.

2. Ogni Stato firmatario, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, o in ogni altro momento successivo, al pari di ogni Stato aderente, al momento del deposito del proprio strumento di adesione o in ogni altro momento successivo, può estendere l'applicazione della presente Convenzione mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, a qualsiasi altro territorio indicato nella dichiarazione stessa e di cui esso curi le relazioni internazionali o in nome del quale sia autorizzato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto riguarda qualsiasi territorio indicato in detta dichiarazione, alle condizioni previste dall'articolo 13 della presente Convenzione.

## ARTICOLO 13.

1. La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.

2. Ogni Parte Contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare la presente Convenzione inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario Generale ne avrà ricevuto notifica.

## ARTICOLO 14.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati Membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità dell'articolo 10;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12;
- e) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 13 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Londra, il 6 maggio 1969, in francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia conforme ad ogni Stato firmatario ed aderente.

*(seguono le firme)*